

Ni bidonville, Ni expulsion : Liberté de Circulation !

Communiqué de la rencontre du 14 octobre 2016 à Calais :

L'État, à travers la préfecture du Nord-Pas-de-Calais, intensifie une fois de plus sa politique de chasse aux migrant-e-s et de pressions sur leurs soutiens. Non contente d'avoir interdit toutes les manifestations sauf celles hostiles aux migrants, Madame la Préfète a encore une fois interdit la manifestation du 1^{er} octobre et le rassemblement du 14 octobre initiés par La Coalition Internationale des Sans-Papiers et Migrants (CISPM). Malheureusement, ces politiques répressives ne s'arrêtent pas là. Tous les jours, des dizaines de personnes se font arrêter, rafler, déporter et violenter, les arrestations abusives contre des militants pour le respect des Droits de l'Homme se multiplient de façon inquiétante.

Ce 14 octobre, au lieu de se confronter aux matraques des policiers, nous avons choisi de nous organiser. En lieu et place du rassemblement prévu à Calais, c'est un temps d'échanges qui a eu lieu avec des **représentants de la CISPM, de la Coordination 75 de Sans Papiers, des soutiens de Calais et d'ailleurs, de l'association locale le Réveil Voyageur, de l'Action Antifasciste Calais, Boulogne, de Calais Migrant Solidarity et des représentants des syndicats Solidaires et FSU.**

Nous avons collectivement décidé d'appeler à une journée transnationale d'actions et de manifestations le 24 octobre 2016 pour exprimer par toutes formes de solidarités créatives notre soutien aux expulsé-e-s de Calais et à toutes les personnes sans papiers.

L'État occulte toutes les formes de contestation de sa politique migratoire après les avoir diabolisées par ses propos face aux médias. Au lieu de proposer de réelles solutions en faveur des personnes vivant sur le bidonville de Calais, il ne cherche qu'à le faire disparaître ainsi que ses habitant-e-s et soutiens.

Le démantèlement « humanitaire » a déjà commencé, l'État a tenté d'entraîner dans ce sinistre projet les associations locales et ONG par de fausses promesses puisque malgré leurs questionnements, aucun écrit officiel n'a jamais été présenté. Il promet aux associations que les « Dubliné-e-s¹ » ne seront pas expulsé-e-s, mais demande dans le même temps à tous les préfets la plus grande fermeté par des consignes écrites. Des OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) sont établies en faisant fi du Droit. Nous connaissons leurs techniques humanitaires ! C'est mentir délibérément aux exilé-e-s comme ce vendredi 14 octobre lorsque les mégaphones des vans de CRS appelaient les mineurs du bidonville à les suivre pour les amener en Angleterre, alors que l'État n'avait que l'intention de les ficher ; c'est promettre l'asile à toutes les personnes qui monteront dans un bus sachant que le taux national d'acceptation des demandes est de 31,5 %², instaurant ainsi une fabrique à sans-papiers ; c'est ce hangar proche de la jungle, que ces derniers jours les forces de sécurité de Calais ont aménagé en ce qui ressemble à une zone de tri. Serait-ce le Hotspot³ de Calais ?

La légitimité de la présence des migrant-e-s est incontestable. Nous dénonçons les conditions d'accueil qui leur sont aujourd'hui réservées, nous ne voulons ni d'un bidonville, ni d'expulsion sans solutions adaptées et des engagements écrits. Nous voulons des conditions dignes d'accueil pour les personnes s'installant en Europe. Nous voulons l'arrêt des violences policières, des rafles, des expulsions, des interdictions de manifestations et la fermeture des centres de rétention. Pour l'humanité et la dignité : des droits égaux pour toutes et tous.

**Exprimez votre soutien dans les rues de Calais et d'ailleurs le 24 octobre 2016
Liberté de circulation et d'installation !**

Pour nous envoyer vos rendez-vous locaux, des retours de vos manif/actions :
[https://www.facebook.com/events/580100048848261/
du14octobre.rencontre@laposte.net](https://www.facebook.com/events/580100048848261/du14octobre.rencontre@laposte.net)

¹« Dubliné-e » : personne ayant déposé (souvent de manière forcée) ses empreintes dans un autre pays signataire de l'accord Dublin. Cette personne risque fortement d'être expulsée vers ce pays.

² Source rapport 2015 Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

³ Hotspot : « zone de tri, de fichage et d'expulsion aux frontières de l'Europe, fortement militarisée ».